

CEDEAO



Département de l'Agriculture,
l'Environnement et des Ressources en Eau
Politique Agricole Régionale (ECOWAP)

REPUBLIQUE DU CAP VERT



Unité, Travail, Progrès

UNION AFRICAINE



NEPAD
Programme Détaillé de
Développement de l'Agriculture
Africaine (PDDAA)

CAP VERT

Financement à long-terme du secteur agricole pour une croissance soutenue, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire

L e niveau de financement exigé pour atteindre les objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté tels que discuté dans la Brochure 2 (Croissance agricole, réduction de la pauvreté et sécurité alimentaire :

Performance récente et perspectives) est calculé sur la base

des relations entre le taux de croissance du PIB agricole et le taux de pauvreté d'une part, et entre le niveau de financement du secteur agricole et le taux de croissance du PIB agricole d'autre part. Ces estimations tiennent également compte du niveau de financement du secteur non-agricole ainsi que du PIB non-agricole. Les résultats indiquent qu'une croissance de 1% du PIB agricole contribue à une réduction de 1,4% de l'incidence de la pauvreté au niveau national et

de 1,5% dans le milieu rural. Quant à la relation entre les dépenses agricoles et la croissance agricole, une augmentation de 1% des dépenses agricoles augmentera le taux de croissance du secteur de 0,114 %¹ ; ce qui est inférieur à la valeur moyenne de 0,37% pour l'ensemble de l'Afrique. La première est considérée comme faible élasticité alors que la moyenne africaine représente l'élasticité élevée.

¹ L'élasticité de la croissance agricole par rapport aux dépenses agricoles en Cap Vert est négative sur l'ensemble de la période 1990-2004. Pour traduire la volonté du gouvernement à renverser cette tendance, la plus faible élasticité positive de la région (celle du Togo) a été utilisée à cet effet.

BESOINS

FINANCIERS A LONG-TERME POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU PSDA, DE L'ECOWAP/PDDAA ET DE L'OMDI

Le Tableau 1 présente la performance récente de la croissance économique ainsi que le montant des dépenses qu'y ont été consenties. Le Tableau 2 présente les résultats des projections de besoins en financement à long-terme pour le secteur agricole. Les résultats se concentrent sur deux scénarios : un premier qui est basé sur une relation faible entre les dépenses agricoles et la croissance agricole (un scénario élasticité-faible) et un deuxième en supposant une élasticité de la croissance agricole par rapport aux dépenses publiques pareille à la valeur moyenne pour les pays africains (un scénario élasticité-élevée).

La réalisation de l'objectif du PSDA, telle que discutée dans la Brochure 2, exige les taux de croissance annuel des dépenses agricoles de 1,2% et 0,3%, selon respectivement, les scénarios élasticité faible et élasticité élevée (Tableau 2). Une croissance agricole de 6% telle

que préconisée par l'ECOWAP/PDDAA exige un taux de croissance des dépenses agricoles de 11,2% ou 2,9% par an, selon le niveau d'élasticité de la croissance agricole par rapport aux dépenses agricoles. Pour atteindre l'OMDI en 2015, les résultats prévoient une réduction du taux de croissance des dépenses agricoles de 19,0% pour l'élasticité faible et 5,1% pour l'élasticité élevée.²

Si on suppose que le ratio de dépenses non-agricoles par rapport au PIB non-agricole reste invariable, l'augmentation des dépenses totales est projetée à 5,9%, 6,2% et 0,5% pour l'élasticité faible de la croissance agricole par rapport aux dépenses agricoles, respectivement, pour le PSDA, l'ECOWAP/PDDAA, et l'OMDI en 2015. Pour l'élasticité élevée, l'augmentation des dépenses totales est estimée à 5,9%, 6,1% et 0,5%, respectivement pour le PSDA, l'ECOWAP/PDDAA, et l'OMDI en 2015.

Les dépenses agricoles requises pour mettre en œuvre le PSDA représentent en moyenne 1,1% des dépenses publiques pour l'élasticité faible ou 1,0% pour l'élasticité élevée. Pour réaliser le 6% de croissance agricole recommandé par l'ECOWAP/PDDAA, la part des dépenses agricoles dans les dépenses publiques totales passera de 1,3% à 2,2% pour l'élasticité faible ou 1,2% pour l'élasticité élevée. Les dépenses agricoles requises pour une réduction de la pauvreté de moitié (OMDI) en 2015 représentent 1,3% des dépenses publiques pour l'élasticité faible ou une diminution à 0,4% pour l'élasticité élevée.

2 Il y a lieu de préciser que le scénario OMDI correspond au taux de croissance minimum que le Cap Vert doit maintenir pour espérer réaliser l'OMDI en 2015.

Tableau 1 : Croissance économique et dépenses publiques

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Taux de croissance (%)
PIB (milliards d'Escudos)							
Secteur agricole	5,2	5,4	8,0	8,3	9,0	9,8	14,7
Secteur non-agricole	67,6	74,1	74,1	81,4	94,9	105,4	9,3
Global	72,8	79,5	82,1	89,7	103,9	115,2	9,7
Dépenses (milliards d'Escudos)							
Secteur agricole	0,25	0,26	0,45	0,46	0,51	0,46	14,0
Secteur non-agricole	24,1	25,7	27,0	28,7	30,9	34,1	6,9
Total	24,4	26,0	27,4	29,1	31,4	34,6	6,9
Part des dépenses agricoles (%)							
Dépenses Ag /Dépenses totales	1,0	1,0	1,7	1,6	1,6	1,3	
Dépenses Ag/PIB Ag	4,8	4,8	5,7	5,6	5,7	4,7	
Dépenses totales/PIB	33,5	32,7	33,4	32,5	30,2	30,0	

MOBILISATION DES RESSOURCES EXTERNES ET INTERNES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU PSDA, DE L'ECOWAP/ PDDAA ET DE L'OMDI

Les projections et tendances actuelles montrent qu'au Cap Vert la part des dépenses agricoles dans les dépenses totales se situe en moyenne autour de 1,4% entre 2002 et 2007, bien inférieur au taux de 10% préconisé par l'engagement de Maputo. Le Graphique 1 présente la tendance des dépenses agricoles annuelles prévues jusqu'en 2015 sur la base de l'élasticité de la croissance agricole par rapport aux dépenses agricoles de 0,114%. Les barres les plus sombres représentent les dépenses exigées pour atteindre les objectifs du PEDDA. Les barres un peu moins sombres se rapportent aux niveaux des dépenses annuelles requises pour que le Cap Vert puisse atteindre l'objectif de l'ECOWAP/PDDAA – réaliser une croissance agricole de 6%. Les barres les plus claires représentent les dépenses exigées pour atteindre l'objectif de l'OMDI en 2015. Pour atteindre les objectifs du PSDA, les dépenses du secteur agricole doivent passer de 0,367 en 2010 à 0,389 milliards d'Escudos en 2015. Pour atteindre l'objectif de l'ECOWAP/PDDAA, les dépenses vont augmenter de 0,487 en 2010 à 0,827

milliards d'Escudos en 2015. D'un autre côté, la réalisation de l'OMDI nécessitera une réduction des dépenses annuelles de 0,1888 en 2010 à 0,065 milliards d'Escudos en 2015.

Les Graphiques 2, 3, et 4 présentent la décomposition des dépenses agricoles entre les sources budgétaire et non-budgétaire. Pour se faire, nous supposons que le budget agricole sera financé à 80% par les ressources extérieures.

Comme indiqué plus haut, le montant annuel des ressources externes requises pour financer l'agenda du PSDA passera de 0,294 en 2010 à 0,311 milliards d'Escudos en 2015. Pour réaliser le 6% de croissance de l'ECOWAP/PDDAA, les ressources externes connaîtront une hausse de 0,390 à 0,662 milliards d'Escudos en 2015. Les ressources externes pour atteindre l'OMDI vont baisser jusqu'à 0,052 milliards d'Escudos en 2015.

Comme signalé plus haut, les dépenses présentées sur les Graphiques 1-4 ont été estimées sur la base d'une valeur de l'élasticité de la croissance agricole par rapport aux dépenses agricoles au Cap Vert qui est de 0,114%. Cette élasticité, qui reflète le niveau actuel de l'efficacité des efforts de développement dans le secteur agricole, est bien en deçà de la moyenne Africaine qui est de 0,366%. Toutefois, si le gouvernement capverdien parvenait à mettre en œuvre des politiques et réformes permettant d'améliorer la qualité des dépenses agricoles, et donc de progresser vers la moyenne africaine, le niveau global de dépenses serait beaucoup moins important. Par exemple,

Tableau 2 : Allocation projetée de ressources au secteur agricole

	PSDA		ECOWAP/PDDAA		OMDI en 2015	
	élasticité élevée (0,366) ³	élasticité faible (0,114) ⁴	élasticité élevée (0,366)	élasticité faible (0,114)	élasticité élevée (0,366)	élasticité faible (0,114)
Taux de croissance (%)						
PIB Ag	5,0	5,0	6,0	6,0	0,7	0,7
PIB NonAg	6,0	6,0	6,1	6,1	3,0	3,0
PIB	5,9	5,9	6,1	6,1	2,7	2,7
Dépenses Ag	0,3	1,2	2,9	11,2	-5,1	-19,0
Dépenses totales	5,9	5,9	6,1	6,2	0,5	0,5
Dépenses Ag/Dépenses totales (%)						
2015	1,0	1,1	1,2	2,2	1,3	0,4
Dépenses Ag/PIB Ag (%)						
2015	1,7	1,8	1,9	3,4	1,9	0,5
Dépenses totales/PIB (%)						
2015	27,3	27,3	27,0	27,3	19,7	19,5

³ L'élasticité pour l'ensemble d'Afrique

⁴ L'élasticité pour le Cap Vert

la mise en place d'un système efficace de planification et de suivi des politiques basé sur les résultats devrait améliorer sensiblement l'impact des dépenses agricoles sur la croissance agricole et donc réduire le niveau de dépenses pour un taux de croissance déterminé. La différence entre le scénario élasticité-élevée et le scénario élasticité-faible

dans le Tableau 3 ci-dessous, illustre les économies qui pourraient être réalisées en termes de dépenses agricoles si l'efficacité des actions de développement dans le secteur pouvait atteindre le niveau de la moyenne africaine.

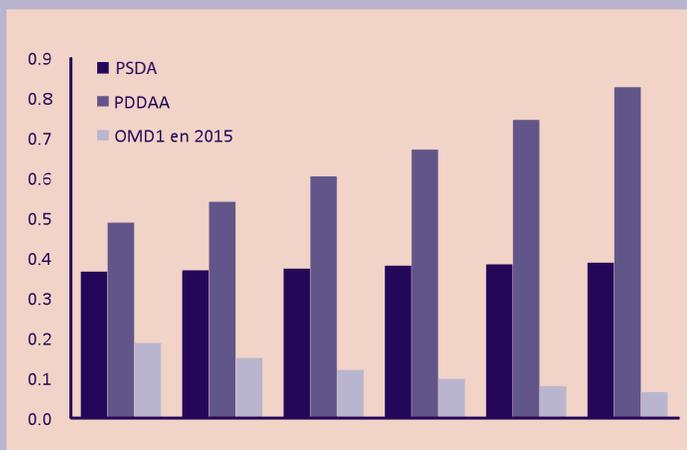
Tableau 3 : Evolution des dépenses publiques dans le secteur agricole sous les scénarios élasticité faible et élasticité élevée (milliards d'Escudos)

	PSDA		PDDAA		OMDI	
	élasticité élevée (0,366) ⁵	élasticité faible (0,114) ⁶	élasticité élevée (0,366)	élasticité faible (0,114)	élasticité élevée (0,366)	élasticité faible (0,114)
2010	0.358	0.367	0.387	0.487	0.303	0.188
2011	0.359	0.371	0.399	0.542	0.288	0.152
2012	0.360	0.376	0.411	0.602	0.273	0.123
2013	0.361	0.380	0.423	0.669	0.259	0.100
2014	0.362	0.384	0.436	0.744	0.246	0.081
2015	0.363	0.389	0.449	0.827	0.234	0.065

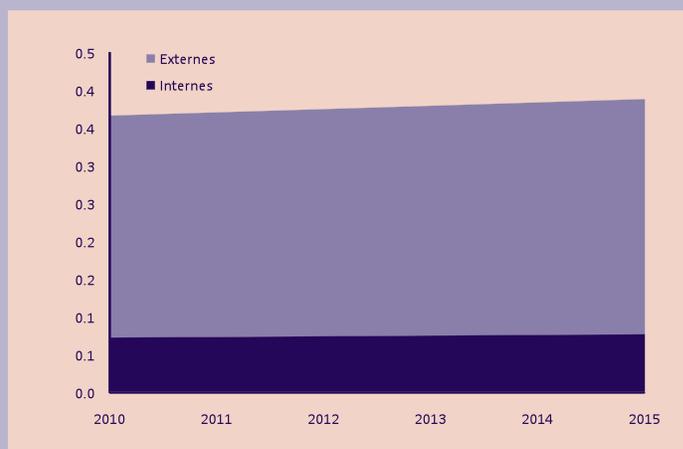
5 L'élasticité pour l'ensemble d'Afrique

6 L'élasticité actuelle pour le Cap Vert

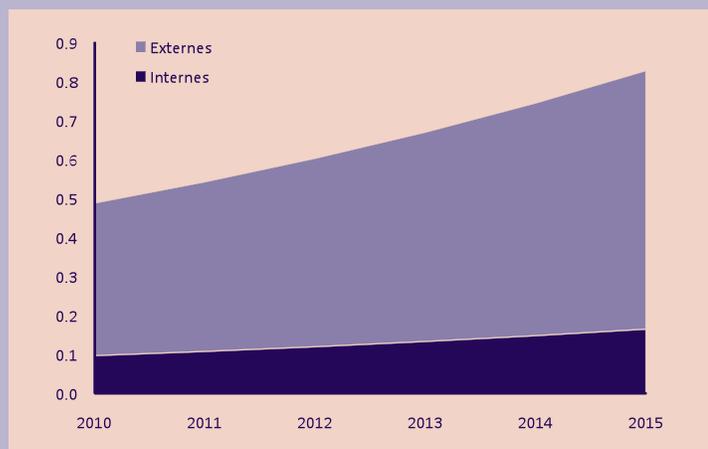
Graphique 1 : Financement requis par scénario (milliards d'Escudos)



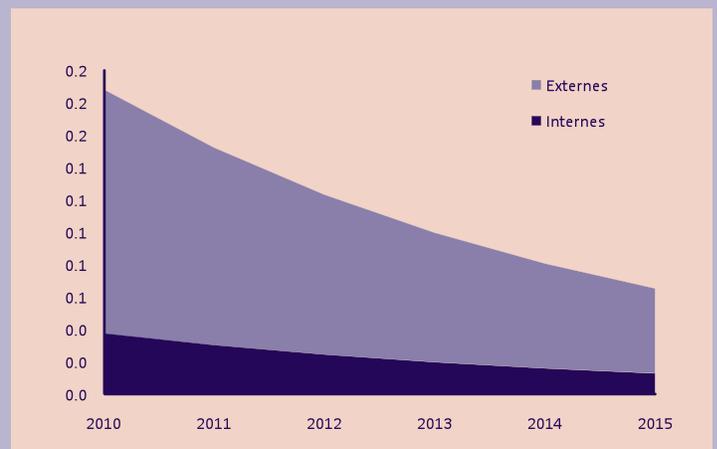
Graphique 2 : Projections de financement requis à long-terme et sources de financement sous le PSDA (milliards d'Escudos)



Graphique 3 : Projections de financement requis à long-terme et sources de financement sous l'objectif de l'ECOWAP/PDDAA (milliards d'Escudos)



Graphique 4 : Projections de financement requis à long-terme et sources de financement sous l'OMDI à 2015 (milliards d'Escudos)



Cette synthèse est tirée du rapport des experts du Cap Vert avec l'assistance de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) et le soutien financier de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du Département pour le Développement International (DFID), de l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA), de l'Agence Internationale pour le Développement (USAID), et du Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ).

REPUBLIQUE DU CAP VERT

Liste des ministères impliqués dans la mise en œuvre du programme ECOWAP/PDDAA : Ministère de l'Environnement, Développement Rural et des Ressources Marines ; Ministère de l'Economie, Croissance et Compétitivité ; Ministère des Finances ; Ministère de la Décentralisation, de l'Habitation et Aménagement du Territoire ; et le Ministère des Affaires Etrangères et des Communautés.

Contacts : M. Clarimundo GONÇALVES - Directeur Général de la Planification, Budget et Gestion-MADRRM (Email : clarimundo.goncalves@gov.cv) ; M. Belarmino SILVA - Point focal CEDEAO-MNEC (Email : belarmino.silva@mne.gov.cv).